



## Séance ordinaire du jeudi 31 mai 2018

L'an deux mille-dix-huit et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jérémie MALEK, Eric PETIT, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

## **Ressources Humaines - Médiathèque Jules Verne de Saint Jean de Védas - Transfert effectif de Personnel - Approbation**

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération inscrite au Conseil de Métropole en date du 2 novembre 2017, il a été proposé au Conseil de décider à la majorité qualifiée des membres d'intégrer la médiathèque Jules Verne à la liste des équipements d'intérêt métropolitain. Cette intégration et le transfert de cet équipement à Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2018 ont été adoptés à l'unanimité.

L'établissement a ainsi été intégré à la liste des équipements transférés à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences dans le domaine culturel, telles que définie par les délibérations n°4846 du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002 modifiées.

En accord avec la commune de Saint Jean de Védas, a donc été décidé de son transfert à Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Par sa délibération n°15139 du 20 décembre 2017, il a été convenu à l'unanimité des membres du Conseil d'une période transitoire de six mois au cours de laquelle la gestion de la médiathèque serait assurée par la commune pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention de gestion provisoire arrive à son terme au 30 juin 2018. En conséquence, conformément à l'article L 5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales, le transfert de l'équipement susvisé à Montpellier Méditerranée Métropole doit entraîner le transfert de plein droit des personnels chargés de la mise en œuvre des compétences transférées, et ce au 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Les fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires exerçant en totalité leurs missions au sein de la médiathèque Jules Verne sont transférés de plein droit à la Métropole dans les conditions de statuts et d'emploi qui sont les leurs.

Conformément à l'article L 5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales et après avis des Comités Techniques compétents de la Ville et de la Métropole, il appartient à Montpellier Méditerranée Métropole de créer les postes correspondants aux agents transférés à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Les conditions de ce transfert sont présentées dans une fiche d'impact, soumise au Comité Technique de la Métropole du 23 mai 2018.

Les 11 fonctionnaires territoriaux et 2 agents territoriaux non titulaires transférés conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Les modalités de transfert font l'objet d'une décision conjointe de la commune et de la Métropole. Cette décision est finalisée par la signature d'arrêtés nominatifs portant transferts des agents concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire qu'il est procédé au transfert effectif de personnel consécutif au transfert de la médiathèque Jules Verne auprès de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences dans le domaine culturel selon les modalités prévues dans la fiche d'impact jointe à la présente;
- approuver la création de postes au tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en conséquence ;
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le  
\$Delib.report.AIRS\_CLI\_RAP\_DTE  
\_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?  
string.short}

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 6 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180531-43047-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/06/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- Fiche d'impact

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.